



YERKIR

Union of NGO for Repatriation and Settlement
Union d'ONG pour le Rapatriement et la Réinsertion
Союз общественных организаций «Еркир» по репатриации и освоению
Հայրենադարձության եւ հիմնավորման կազմակերպությունների միություն

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 25 janvier 2010

LES AUTORITES GEORGIENNES POURSUIVENT LEUR POLITIQUE DE REPRESSION JUDICIAIRE EN INTENTANT D'AUTRES PROCES CONTRE DES MILITANTS ARMENIENS DU DJAVAKHK.

En octobre 2009, Gouguen Shirinyan, considéré par les autorités géorgiennes comme étant en fuite, a été condamné à 3 ans d'emprisonnement par le tribunal d'Akhalkalak. Il a été accusé de violences contre la police militaire géorgienne pour des faits remontant à mars 2005. Cette peine de 3 ans de prison s'ajoute aux 17 ans déjà prononcé contre Gourguen Shirinyan lors de son procès en décembre 2008 où il a été jugé par contumace. Gourguen Shirinyan, membre du mouvement de Vahagn Chakhalyan "Djavakhk Uni" a été condamné, sans preuve formel suite à une enquête et des procédures bâclées pour des événements s'étant déroulés en juillet 2008, date de départ de la répression policière et judiciaire contre les arméniens du Djavakhk.

Dans le même registre, une procédure a été lancée contre Aram Batoyan, en octobre 2009, devant le tribunal d'Akhalkalak, le procès est actuellement en cours. Aram Batoyan était le responsable du "Centre Sportif et Culturel du Djavakhk" association présidé par Vahagn Chakhalyan. Il avait déjà été condamné, en 2008, pour possession d'armes à feu qui avaient été « trouvées » dans les locaux de son association. La peine de prison avec sursis et la très forte amende requis contre Aram Batoyan, à l'époque, l'avait conduit à quitter le Djavakhk et la Géorgie.

L'Union Yerkir estime que ces procédures abusives des autorités géorgiennes contre des militants pour les droits civiques des arméniens du Djavakhk ont pour objectif de renforcer le climat de terreur et d'isoler encore plus la population arménienne de cette région.

C'est la raison pour laquelle, l'Union Yerkir exige des autorités géorgiennes :

- De faire toute la lumière, par une enquête impartiale, sur les événements qui se sont déroulés à Akhalkalak du 17 au 21 juillet 2008 ;
- De revoir toutes les affaires judiciaires en cours ou dont les verdicts ont été prononcés contre les militants politiques ou associatifs du Djavakhk et les membres de leurs familles depuis 2 ans ;
- D'arrêter la répression policière et les persécutions politiques contre les militants politiques du Djavakhk.

L'Union Yerkir appelle les organisations et institutions internationales ainsi que les missions diplomatiques accréditées en Géorgie à faire pression sur les autorités géorgiennes afin de faire cesser la répression contre les arméniens du Djavakhk.